



PC.DEL/328/04
29 April 2004

FRENCH only

SECRETARIAT D'ETAT AUX AFFAIRES ETRANGERES

BERLIN : CONFERENCE SUR L'ANTISEMITISME OSCE
(mercredi 28 avril 2004)

**Discours de M. Renaud MUSELIER,
Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères**

**2ere session : rôle des gouvernements et des sociétés civiles pour
promouvoir la tolérance**

Mesdames, Messieurs,

La France compte une des plus importante communauté juive hors d'Israel.

La France est le premier pays à avoir accordé l'égalité des droits aux juifs. La France est le pays où le plus de « justes » auraient sauvé des juifs durant la deuxième guerre mondiale.

Cette énumération serait sans fin.

La relation de la France avec la communauté juive et avec le peuple juif est étroite et indissociable.

Notre République est fière de sa communauté juive.

C'est pourquoi notre République n'accepte pas l'antisémitisme, « ancien » ou « nouveau », sur son sol.

Pas plus qu'elle ne l'a accepté dans le passé.

Là aussi, la France saura se montrer efficace !

Le principe de la République étant rappelé – liberté, égalité, fraternité – , la force de la Loi sévèrement appliquée nous nous sommes interrogés sur les causes de cette situation. Il nous fallait mieux comprendre pour mieux combattre. Chaque expert a fait valoir son explication du phénomène : immigration non maîtrisée pour les uns, carence de l'intégration pour les autres, délitement du lien social et perte des valeurs pour d'autres. Force est de constater, réflexion faite, qu'aucune de ces causes ne peut, à elle seule, expliquer la résurgence du mal mais que toutes y participent et y concourent. Il n'y a pas d'explication unique au nouvel antisémitisme. Il y a en revanche des symptômes qu'il faut traiter en même temps.

Je suis conscient que nous devons également combattre le racisme dont sont victimes certains de nos concitoyens issus de l'immigration du Maghreb ou d'Afrique, laissés pour compte de l'intégration que la société française a encore imparfaitement menée à bien. Un racisme n'excuse pas l'autre.

C'est pourquoi, le gouvernement français n'a lésiné ni sur les moyens, ni sur sa détermination pour combattre cette résurgence du racisme et de l'antisémitisme. Nous nous sommes impliqués aussi bien dans une juste sanction de ces actes que dans la prévention de leur réitération: des fonds ont été affectés à la sécurité des installations de la communauté juive, un procureur spécialisé a été désigné, des sanctions sévères mais justes ont été appliquées. Exemplarité des peines, mobilisation des forces de police et de la justice. La République doit

savoir se montrer ferme et déterminée lorsqu'il y a atteinte délibérée à l'ordre social qui fonde notre société. Cela a été fait et a porté ses fruits.

Mais la répression a ses limites, et la banalisation de la sanction risque de succéder à la banalisation de la violence. Et la répression n'est pas gage d'harmonie sociale et d'entente harmonieuse entre les citoyens. Si la Société doit savoir réprimer de façon juste et équitable, elle doit aussi, pour prévenir ces actes, savoir diffuser ses valeurs et convaincre de leur bien fondé. C'est tout le sens des mesures que la France a prises dans les secteurs de l'éducation et de l'information.

Nos efforts doivent d'abord porter sur l'école et l'enseignement. L'« école de la tolérance » doit être le lieu qui instruit tout en enseignant les leçons du passé.

Une école qui inculque aux jeunes générations le respect des valeurs.

Des valeurs de liberté et de tolérance.

Ce sont les idéaux pour lesquels se sont battus ceux qui nous ont précédés !

Nous ne tolérerons pas qu'à l'école, on ne puisse pas enseigner les pages de notre histoire qui ont meurtri la communauté juive.

Le gouvernement a donc pris des mesures:

- distribution du « livret républicain », code des valeurs que l'école doit transmettre,
- organisation d'une journée dédiée à l'enseignement de la Shoah, le 29 janvier, date de la libération du camp d'extermination d'Auschwitz,
- formation des maîtres au devoir de mémoire,
- vérification du contenu des livres scolaires,
- prévention des comportements susceptibles de dérives racistes et antisémites.

Promouvoir la tolérance, c'est aussi veiller au contenu des médias et d'Internet. La diffusion au grand public d'émissions télévisées ou de radio antisémites ou racistes est aussi une agression, une insulte, une violence.

Mettons en place en Europe un système de veille qui repère les discours antisémites et racistes dans les médias !

Pour ce qui concerne la France, nous l'avons fait, et nous avons obtenu l'arrêt de la diffusion de séries télévisées violemment antisémites.

En ce qui concerne Internet, nous soutenons résolument la conférence qui se tiendra à Paris, les 16 et 17 juin. Elle examinera comment lutter contre la propagande antisémite et raciste sur Internet.

Nous voulons tous qu'Internet reste un instrument de liberté.

Hé bien, veillons tous ensemble à ce qu'Internet soit aussi un instrument de promotion de la tolérance !

Au sein de notre société, le respect est dû à chacun d'entre nous.
Les médias et Internet doivent, eux aussi, respecter cette règle.

Toutes ces mesures prises par le gouvernement ont donné lieu à concertation.

Les ministres de l'Intérieur, de la Justice et le CRIF ont travaillé ensemble.

La communauté juive a été associée et son avis entendu.
Nous avons donné la priorité à la concertation, au consensus.
Car la mobilisation de tous est indispensable.

Il faut aller encore plus loin, tous ensemble.

Cette lutte pour les valeurs de la démocratie ne peut pas être le combat d'un seul pays isolé.

La société de respect et de tolérance que nous voulons dépasse les limites de nos frontières.

Donnons nous les moyens d'une véritable « Internationale de la tolérance et de la citoyenneté » !

Harmonisons nos pratiques et nos guides de conduite !

Nous serons plus forts face à ce mal commun.

Des conférences comme celle qui se tient aujourd'hui doivent permettre de décupler l'impact de nos actions.

Echangeons nos expériences,

Coordonnons nos actions,

Favorisons une prise de conscience collective qui fera barrage au mal !

Il faut que cette conférence débouche sur des mesures concrètes et qu'elle fasse échec au racisme et à l'antisémitisme !/.